



**Syriza, Podemos, Front de Gauche...
Que Crève l'Extrême Gauche du Capital !**



Syriza, Podemos, Front de Gauche...

Que Crève l'Extrême Gauche du Capital !

« Les communistes l'ont rêvé [en cauchemar]... Syriza l'a réalisé... »

Cette boutade pourrait très bien résumer les leçons programmatiques à tirer de la situation que les prolétaires en Grèce, nos frères et sœurs de misère et de lutte, subissent actuellement. En effet, depuis toujours, ou du moins depuis les grandes campagnes de la social-démocratie au début du 20^{ème} siècle pour l'instauration du suffrage universel, dont le but n'était rien d'autre que l'encadrement et l'anéantissement de l'énergie que le prolétariat développait pour en finir avec la misère et l'exploitation, la critique communiste (que celle-ci s'exprimait sous l'étiquette « anarchiste », « socialiste révolutionnaire » ou autre n'est pas ici notre propos) a toujours dénoncé le cirque électoral, le parlementarisme, le gouvernementalisme, la collaboration avec les institutions bourgeoises, la croyance quasi-religieuse que des réformes pourraient améliorer le sort de notre classe...

Nous n'allons pas dans cette toute petite contribution parler plus avant de la « dette souveraine grecque », ni du sauvetage de la « zone euro », et encore moins du « Grexit », tellement à la mode ces dernières semaines dans les média bourgeois. Nous n'allons pas non plus développer les différentes stratégies du gouvernement Syriza afin de « défier » les institutions financières de la commission européenne et de la Troïka. Nous laissons tous ces « détails » aux fervents adeptes de l'économie politique. Pour notre part, nous considérons que les communistes n'ont pas à se complaire dans la *biologie du Capital*, alors que notre tâche est fondamentalement de participer à sa *nécrologie* !!! Nous n'allons pas plus nous épancher sur la « psychologie » du premier ministre Tsipras, sur ce qu'il espérait ou prétendait faire, et encore moins n'allons-nous prendre en considération le show médiatique et les déclarations rocamboliques de son ministre des finances, le « beau ténébreux » playboy bellâtre Varoufakis (autoproclamé « marxiste libertaire » !!!), ainsi que sa clique de gauchistes, juste capable de pleurnicher sur le « déni de démocratie » vis-à-vis des résultats du référendum du 5 juillet, et sur le « diktat de l'euro zone ». Ce qui intéresse les communistes, ce n'est pas ce que les individus disent d'eux-mêmes mais bien ce qu'ils font et assume dans leurs pratiques sociales...

Alors, que se passe-t-il donc en Grèce, si ce n'est l'antépénultième épisode de la toujours triste et lamentable histoire de la social-démocratie historique, c'est-à-dire du parti bourgeois à destination des ouvriers et des prolétaires, de cette force sociale chargée de vider nos mouvements de lutte de sa substance subversive, de dévier leurs perspectives de transformation radicale de ce monde vers une simple réforme de celui-ci, et finalement de nous faire rentrer dans les rangs serrés de la paix sociale. Ce parti de la social-démocratie se matérialise à deux niveaux : par la constitution d'une structure militante extérieure à notre classe, issue directement des fractions progressistes et gauchistes de la classe bourgeoise d'une part, et par le développement d'un corpus idéologique réformiste généré au sein même de notre classe et s'appuyant sur les faiblesses, les limites et les illusions de la lutte d'autre part, le tout dans un va-et-vient dialectique entre les deux.

Donc, il ne se passe en Grèce rien de bien différent de ce que le très « radical » Parti des Travailleurs du Brésil (sous la houlette du réformiste Lula da Silva puis de l'ex-« guérillera » Dilma Rousseff) a réalisé ces dernières années en termes d'attaques des conditions

de vie des prolétaires ; ce qui soit dit en passant a généré la révolte de juin 2013 contre l'austérité et la misère.

Historiquement, la gauche et l'extrême gauche du Capital nous ont cent fois, mille fois habitués à leurs « trahisons » (ne peuvent se considérer comme « trahis » que les naïfs qui misent sur une quelconque alternative bourgeoise pour résoudre les problèmes fondamentaux de notre classe, de l'humanité)... Déjà, en 1871, lors de l'important mouvement prolétarien connu sous le nom de la « Commune de Paris », la gauche et l'extrême gauche en ont pris la tête afin de fonder un gouvernement qui jamais, au grand jamais, n'a pris la moindre mesure révolutionnaire afin de contrer les forces bourgeoises versaillaises, ni afin d'étendre internationalement l'effort militant en cours. Toutes les mesures de ce « gouvernement de la Commune de Paris » n'ont mené qu'à une seule chose : le désarmement (tant militaire que programmatique) de notre classe face à notre ennemi historique en recomposition après une brève défaite...

Si l'on remonte à l'année 1914, on constatera le même phénomène où des gauchistes, qui se déclarait ouvertement anti-guerre, vont retourner leurs vestes en moins de temps qu'il ne faut pour le dire. Par exemple, le militant « socialiste révolutionnaire » français Gustave Hervé, qui écrivait dans le journal « *La Guerre Sociale* » qu'il fallait « planter le drapeau national dans un tas de fumier », va très rapidement se rallier à la défense de « la patrie en danger »... Idem pour la CGT française anarcho-syndicaliste, qui après des années de propagande antimilitariste, rejoindra en rangs serrés les partisans de la guerre et de l'union sacrée, permettant ainsi la faisabilité de la mobilisation générale, ou du moins favorisant son déroulement sans trop de problème...

En 1917, alors que la révolte gronde sur tous les fronts contre la boucherie capitaliste, le « Parti Bolchevique » se porte à la tête du mouvement du refus de la guerre afin de mieux l'amener dans l'impasse d'un changement « radical » de gouvernement, en abattant le règne du tsar millénaire, et en participant in fine à la reconstruction de l'État capitaliste en Russie, après qu'il ait été fortement malmené par notre classe en lutte, ce qui résultera dans le stalinisme et son « socialisme dans un seul pays »...

En 1918, en Allemagne, après plusieurs années de collaboration ouverte avec l'État-major de l'armée impériale, ce qui se traduira par la mobilisation sur le front ainsi que par la participation des ouvriers de l'industrie à l'effort de guerre, une importante fraction de la social-démocratie (le SPD) est directement appelée à la gestion politique (et donc au gouvernement), et ce sont des militants de la gauche qui participeront directement à l'écrasement de la lutte prolétarienne par la constitution de « corps-francs » sous l'égide de « l'ouvrier » et « député socialiste » Noske...

Enfin, afin de clôturer ici cette liste non-exhaustive, en 1936 en Espagne, c'est grâce au « soutien critique » et aux voix des militants de la CNT que le Front populaire a remporté la victoire aux élections, et a ainsi pu développer une politique républicaine « antifasciste » qui s'opposera pratiquement aux velléités du prolétariat dans sa lutte pour la révolution sociale, avec l'aide active des « camarades-ministres » de la CNT-FAI. Encore une fois, la révolution sera sacrifiée sur l'autel de la défense d'un quelconque camp bourgeois considéré comme un « moindre mal » !!!

Bref, nous pourrions distiller ainsi sur des dizaines de pages les horreurs que notre classe a connues dans le détournement de ses luttes et l'approfondissement de ses faiblesses. Comme on le voit, la gauche et l'extrême gauche (toutes fractions confondues) ont toujours été, sont et continueront d'être des éléments prédominants dans la structuration et le maintien de la dictature capitaliste. Le prolétariat est historiquement obligé et déterminé de les combattre au même titre que toutes les autres fractions de la bourgeoisie s'il veut en finir une fois pour toute avec sa misère, l'exploitation et les guerres...

Mais, revenons quelque peu aux événements présents, ainsi que sur la façon dont les actuels gestionnaires gauchistes de notre misère prétendent régler le problème... Tous ceux qui ont critiqué (à juste raison d'ailleurs) le référendum organisé par le gouvernement Tsipras n'y ont vu que du feu : leurs critiques ne dépassaient pas les sempiternelles pleurnicheries affirmant que le « Oui » signifierait une austérité dure et le « Non » une austérité moins dure. En fait, et la suite des événements nous l'a prouvé, et comment d'ailleurs en aurait-il été autrement, le « Non » n'a jamais rien signifié d'autre (comme dans toute élection) que de donner « carte blanche » au gouvernement et qu'il développe une austérité encore plus forte que celle initialement imposée par les instances européennes et leurs gangsters capitalistes. Il faut vraiment être un « idiot utile » de premier ordre pour croire une seule microfraction de seconde que le show électoral ou référendaire puisse être autre chose qu'une farce dont les prolétaires en sont les dindons... L'extrême gauche du Capital nous avait plutôt historiquement habitués à appliquer une politique gauchiste, qui n'est jamais rien d'autre qu'un ravalement de façade plus ou moins « radical » selon les circonstances et les nécessités du moment, le tout n'étant finalement qu'une version de la même dictature capitaliste repeinte en rouge. Dans le cas présent de la Grèce, « l'originalité » consiste à ce qu'un parti et un gouvernement gauchistes appliquent à la lettre le plan d'ajustement structurel et les mesures d'austérité implacables concoctées dans les quartiers généraux de ce qu'il est convenu d'appeler les centres décisionnels de la politique libérale du capitalisme. Mais finalement, au-delà des différences de formes et de discours, tout cela participe directement et intrinsèquement de la logique même du système capitaliste ; ou mieux dit, ce n'est pas Syriza qui est l'acteur de l'histoire mais bien l'histoire du capitalisme qui trouve en Syriza des acteurs à la hauteur de la tâche, en vue d'accomplir ses basses besognes, c'est-à-dire d'attaquer frontalement le prolétariat dans ses moyens d'existence et de lutte.

Car ce dont il est fondamentalement question dans la « crise grecque », ce n'est pas de « la dette », qui ne s'élève d'ailleurs « qu'à » 324 milliards d'euros (dont plus des trois-quarts ne sont remboursables que dans plusieurs années) ; pour donner un ordre de comparaison, la dette de la France est de 2.089 milliards d'euros, celle de l'Italie de 2.194 milliards et de 9.293 milliards pour la « zone euro », sans même parler de celle de l'État-Nation le plus endetté de la planète et de l'histoire : les USA avec une dette colossale et abyssale de 18.152 milliards de dollars !!! Le capitalisme a visiblement besoin de produire de la dette, il ne sait d'ailleurs rien faire d'autre que de s'emballer ainsi et de toujours plus appuyer sa reproduction élargie sur du capital fictif, sur de la valeur non encore produite et qui probablement ne le sera jamais... Non, ce dont il est vraiment question, c'est de la mise en place pratique d'un programme de mise au pas du prolétariat, non seulement en Grèce mais aussi dans d'autres régions d'Europe où le Capital a besoin de frapper encore plus fort et de discipliner une force de travail surnuméraire, de toujours plus diviser les prolétaires en différentes catégories, les blancs et les « basanés », les nationaux et les migrants, les bons citoyens travailleurs qui acceptent l'austérité sans trop rechigner et ceux qui relèvent la tête, qui

montrent leurs crocs, qui organisent la lutte et la révolte... Et en ce sens, la Grèce est un véritable laboratoire social pour la bourgeoisie et son serviteur d'extrême gauche !!!

Le prolétariat est condamné à toujours en prendre plus plein dans la gueule, et cela sous toutes les latitudes...

Si le prolétariat discipliné et pacifié en Europe et en Amérique du nord, abreuvé de campagnes étatiques de citoyennisation toujours plus terroriste, croie pouvoir échapper à son destin sans lutter, il se le fout dans l'œil comme jamais auparavant...

Il faut en finir avec toutes ces illusions dans le cirque parlementaire, dans le jeu des partis politiques, mais aussi des syndicats qui ne font rien si ce n'est sauver la paix sociale et négocier au plus offrant la vente de notre force de travail.

Nous n'avons rien à gagner non plus dans de nouvelles croyances qui garantiraient la « pureté » de nos luttes contre les scories de la politique bourgeoise : l'autogestion (c'est-à-dire la gestion de notre propre misère), les « assemblées populaires » ouvertes à tous où chacun pourrait s'exprimer librement (y compris les « jaunes », les briseurs de grève, les « modérés », les braves citoyens,...), les coopératives de production où l'essence du Capital (l'argent, l'échange et donc la valeur) n'est jamais éliminée...

Dans une déclaration faite le 1^{er} juillet, un certain « Mouvement Antiautoritaire » de Thessalonique affirme sans rire : « Nous n'avons rien à faire d'une monnaie qui fera partie d'un renouveau national et, bien sûr, nous ne pouvons pas soutenir une monnaie qui fait partie de l'intrusion financière dans chaque aspect de nos vies. Nous préférons penser la monnaie dans sa dimension normale, comme un instrument d'échange avec comme fonction principale de servir les besoins et les services sociaux. » Misère du gauchisme et de son incompréhension de ce qu'est le capitalisme !

Bref tout ce fatras démocratique à la mode n'a jamais, au grand jamais, constitué la moindre garantie quant au développement de nos luttes et à l'approfondissement de nos ruptures d'avec la société du Capital et ses défenseurs acharnés.

Camarades, face à la catastrophe capitaliste faite de plus de misère, d'austérité, de répression et de guerres, face à la destruction environnementale de la planète générée par un rapport social qui n'en a rien à foutre de l'humain, il n'y a pas d'autre alternative que la lutte révolutionnaire à outrance pour la destruction de ce qui nous détruit...

La seule alternative est la suivante : soit le communisme, soit la fin de l'humanité !!! Entre les deux, il n'y a rien !!!

★ Guerre de Classe - Juillet 2015 ★

Téléchargez nos matériaux en format PDF sur :
autistici.org/tridnivalka

01/2015
BULLETIN COMMUNE

guerre de classe

Émeutes dans les banlieues suédoises

Nous sommes tous des hooligans, nous sommes de la racaille !
Détruisons cette société capitaliste de misère !

Publié par le Groupe Communiste Guerre de Classe - AUTISTICI/TRIDNIVALKA

GUERRE DE CLASSE
Mars/Avril 2014

En marge du centenaire de la première guerre mondiale

PRÉPARATIFS
GUERRIERS
ENTRE
L'UKRAINE
ET
LA RUSSIE

SHOW
OU
RÉALITÉ?

GUERRE DE CLASSE – POSITIONS PROGRAMMATIQUES

Cette société nous offre seulement une lutte pour la survie de base dans laquelle nous ne sommes rien sauf une force de travail et des consommateurs. Bien sûr, tout cela est enveloppé dans de belles paroles magnifiant les valeurs de l'honnête citoyen et les besoins du pays et de l'économie, dans des modes et de fades manières de vivre que les médias, les politiciens, les scientifiques, les célébrités nous débitent jour après jour. Les vêtements de marque, les nouveaux téléphones mobiles et les écrans plasma, les voitures en leasing et les prêts hypothécaires, les sorties du samedi soir, les émissions de télé et les idylles familiales dans les centres commerciaux seront-ils des produits de substitution suffisants pour une vie vraiment humaine ? Est-ce tout ce que nous désirons vraiment et ce dont nous avons vraiment besoin ?

1. PAS POUR NOUS !

Nous n'avons aucune grandiose propriété et compagnie qui nous feraient vivre, et par conséquent nous devons aller travailler. Nous vendons notre temps et notre énergie, notre force de travail, à la classe des bourgeois qui possèdent les moyens de production. Nous échangeons notre force de travail contre un salaire qui nous permet d'acheter ce dont nous avons besoin pour survivre et qui a été produit ailleurs par des travailleurs comme nous. Quel que soit ce que nous gagnons, dès que nous avons dépensé notre salaire, nous devons à nouveau nous précipiter au travail. C'est notre travail qui fait fonctionner toute la société et l'économie : les usines, les supermarchés, les bureaux, les hôpitaux, les chantiers... Nous sommes la classe des prolétaires et dès lors nous nous rebellons !

2. CONTRE LE TRAVAIL SALARIÉ

Le travail nous aliène parce que le temps pendant lequel nous travaillons ne nous appartient pas, ce n'est pas une partie complète de nous – par-dessus tout, c'est un moyen pour obtenir de l'argent. Nous vendons notre force de travail comme une marchandise à des patrons individuels et aussi à la bourgeoisie toute entière, et dès lors ce sont eux qui la contrôlent, qui la possèdent et qui en profitent vraiment. Nous devons juste travailler aussi longtemps et aussi vite qu'il nous est demandé. Donc, nous luttons contre le travail salarié qui est la base de notre exploitation et de l'ensemble du système capitaliste.

3. CONTRE L'USINE DES LOISIRS

Nous ne travaillons pas pour satisfaire directement nos besoins, ni les besoins de l'ensemble de l'humanité. Les besoins vitaux sont satisfaits par la médiation des salaires – de l'argent, parce que nous sommes aussi aliénés du produit de notre labeur qui appartient à la bourgeoisie. Toute la société nous est étrangère : les relations sur lesquelles elle est basée, ses structures, ses institutions, ses richesses et même ses connaissances. Par conséquent, la dictature du Capital règne aussi en dehors du travail. Les loisirs que nous cherchons en font partie. C'est le Capital, et pas nous, qui détermine comment manger, faire l'amour, se loger, voyager, s'amuser... Par conséquent, nous luttons contre la totalité des rapports sociaux capitalistes qui nous piègent dans une usine géante où nous sommes comme des vaches à lait à chaque moment de nos vies.

4. CONTRE LE CAPITALISME

Notre travail est une marchandise comme aucune autre : c'est la seule qui est capable de créer une nouvelle valeur, plus grande que la sienne. Les patrons nous exploitent tous, puisqu'ils nous paient seulement pour notre force de travail et tout le surplus que nous avons produit, c'est leur plus-value, leur profit. Le profit est réinvesti dans des moyens de production, dans la production de nouveaux capitaux qui tous sont la propriété contrôlée, possédée et vendue par les bourgeois. Le Capital, c'est notre travail mort personnifié dans des choses. C'est notre temps et notre énergie, que nous avons tués au travail, non pour satisfaire les besoins humains mais pour produire des marchandises. Le seul but du mode de production capitaliste est d'accomplir le profit et de multiplier le Capital. Les besoins humains sont totalement secondaires et ils ne sont « satisfaits » à travers la production que dans la mesure où, et de la façon dont, ils servent l'expansion du Capital. C'est la raison pour laquelle, même les régimes « socialistes » (l'URSS et ses satellites) étaient capitalistes et le capitalisme existe encore aujourd'hui en Corée du Nord, en Chine ou à Cuba. Là où il y a du travail salarié, il y a inévitablement aussi le Capital et il ne peut en être autrement juste parce qu'il y a aussi un costume idéologique « marxiste », une réorganisation de la bourgeoisie à travers un parti politique et un État et ses efforts (sans aucune chance durable de réussir) pour donner une autre forme aux lois capitalistes du marché, de la compétition et de la valeur.

5. CONTRE LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT ET LA POLITIQUE BOURGEOISE

La démocratie est l'essence même de la société capitaliste et pas seulement une de ses formes politiques. Les citoyens atomisés, qui parviennent à une unité artificielle à travers une sphère séparée de politique nationale, sont une caractéristique commune des États parlementaires, stalinien, fascistes ou même islamistes. Ce sont là des organisations de la bourgeoisie en tant que classe, qui se développent à partir des rapports sociaux de la société de classe. C'est pourquoi la lutte révolutionnaire du prolétariat est antidémocratique et antiétatique et n'a rien en commun avec la politique bourgeoise, les partis politiques (qu'ils soient de gauche ou de droite, parlementaires ou extraparlémentaires, légaux ou interdits), les élections et les coups d'État politiques.

6. CONTRE LES SYNDICATS ET LE GAUCHISME

Cela fait longtemps que les syndicats de classe (par opposition aux syndicats « jaunes » directement fondés par la bourgeoisie) ont cessé d'être des organisations de la classe ouvrière. Ils sont devenus une partie de l'État capitaliste, une institution pour la vente organisée de la force de travail et pour maintenir la paix sociale. Comme tels, ils doivent être détruits et non pas réformés. Les faiblesses et les défaites de notre classe ont engendré (et continuent d'engendrer) beaucoup de courants du gauchisme qui jouent le rôle de la social-démocratie historique. Au moment des révolutions, ils ont toujours été le dernier recours et bastion du Capital parce qu'ils ne luttent pas pour la destruction du capitalisme, mais pour sa réforme radicale. Par conséquent, les prolétaires communistes luttent contre toutes les formes du gauchisme : le stalinisme, le trotskisme, le maoïsme, de nombreux types d'anarchisme, les mouvements altermondialistes et anti-impérialistes « tiers-mondistes »...

7. CONTRE LES FRONTS UNIS

Nous sommes opposés à tous les fronts unis avec des fractions politiques « progressistes » de la bourgeoisie et à toutes les idéologies contre-révolutionnaires qui surgissent autour de tels fronts : l'antifascisme ou par exemple la libération nationale... Tous mènent à la défense d'une forme de la

dictature capitaliste contre une autre, un « moindre mal » contre un « pire », c'est-à-dire la préservation de la dictature capitaliste comme totalité mondiale. Ces fronts mènent à une lutte pour un capitalisme à « visage humain », mais toujours ils amoindrissent et battent le prolétariat révolutionnaire. Seule l'action directe de classe peut s'opposer à la concurrence destructrice entre prolétaires qui est encouragée par le racisme, le fascisme et le nationalisme. Seule la révolution communiste est l'alternative à toutes les formes du capitalisme.

8. CONTRE L'OPPRESSION, LE NATIONALISME ET LA GUERRE

Toutes les formes d'oppression antérieure au capitalisme – par exemple basée sur l'origine sexuelle, ethnique ou religieuse – n'ont pas été détruites mais sont devenues des parties de l'exploitation capitaliste et de la division du travail. Aucune forme d'oppression n'existe en dehors des rapports sociaux capitalistes et elle ne peut être abolie qu'en abolissant ces rapports dans le processus de la révolution communiste. Les idéologies qui nous attribuent, à nous prolétaires, une identité d'ouvrier, de femme, d'autochtone, d'étranger, de « privilégié », d'« exclu », servent à nous faire intérieurement nous identifier finalement avec le système capitaliste. Seule la dynamique de lutte du prolétariat constitue le processus de négation de toutes ces identités de citoyens obéissants. Par conséquent, le prolétariat s'y oppose de la même façon qu'il s'oppose à la nation, au pays ou au nationalisme. Contre la paix sociale dans les États nationaux et contre la guerre entre eux, nous revendiquons la guerre de classe contre notre propre bourgeoisie, c'est-à-dire le défaïtisme révolutionnaire.

9. POUR L'ASSOCIATIONNISME PROLÉTARIEN

Aujourd'hui, en dépit de leurs limites, les vraies luttes du prolétariat contiennent les graines du communisme, c'est-à-dire le mouvement de destruction de l'état des choses actuel. Par conséquent, nous supportons aujourd'hui les luttes de classe et la formation de noyaux, cercles et réseaux prolétaires sur une base subversive – c'est-à-dire luttant et s'associant en dehors et contre les syndicats, les partis politiques et autres structures de l'État bourgeois. C'est bien à partir de luttes de ce genre qu'un mouvement prolétarien massif voit le jour et se met en route pour articuler le prolétariat – la classe exploitée dans la société présente – avec l'état des choses futur.

10. POUR LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

C'est seulement dans le processus de la dynamique du prolétariat révolutionnaire qu'un changement dans le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie aura lieu. C'est alors seulement qu'un espace s'ouvre pour un saut qualitatif dans la conscience de classe, ouvrant la voie au renversement violent de la classe dirigeante et à la résolution définitive des antagonismes de classe. Mais seulement si le mouvement prolétarien se met en route immédiatement, pratiquement et consciemment vers la véritable communauté humaine, atteinte par la révolution. Si la révolution ne veut pas mourir, elle doit s'opposer autoritairement à la contre-révolution qui utilisera immédiatement les faiblesses de notre classe contre nous.

11. POUR LA DICTATURE PROLÉTARIENNE

Pour de plus en plus de prolétaires, le processus de la dynamique combative du prolétariat révolutionnaire vers des insurrections violentes et la révolution de classe impose un choix conscient entre le communisme et la barbarie capitaliste : exploitation, crise, guerres et catastrophe environnementale. Au plus ce choix devient clair, au plus le prolétariat est capable de réaliser dans la révolution sa dictature sociale contre le travail salarié, la valeur, l'échange, l'argent, l'État. Cela veut dire une dictature mondiale des besoins humains contre le Capital et la terreur révolutionnaire contre les forces bourgeoises. La dictature prolétarienne signifie l'abolition des rapports sociaux existants : abolition du travail salarié, abolition de professions et productions inutiles, élimination des rapports d'échange de tous les aspects de nos vies, abolition de l'économie et de la production pour le profit et subordination de toutes les forces productives aux besoins humains et aux besoins de la révolution mondiale, disparition de la différence entre travail et loisir, ville et campagne et toutes les autres séparations, destruction violente de l'État et son remplacement par des organes de l'auto-organisation révolutionnaire prolétarienne, bref tout ce que le triomphe de la révolution transforme en une communauté humaine globale. Par ce processus historique, le prolétariat (en tant que dernière classe existante) s'abolit ainsi que la société de classe toute entière et développe complètement la communauté humaine mondiale.

12. A PROPOS DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

L'organisation révolutionnaire grandit et prend directement des formes spécifiques à partir de la lutte de classe, parce que le prolétariat est historiquement forcé de le faire. L'organisation révolutionnaire avec son activité militante crée des conditions pour la centralisation d'éléments révolutionnaires, qui sont petits et insignifiants dans les périodes où le rapport de forces nous est défavorable, ainsi que les sections les plus conscientes et radicales du prolétariat. L'organisation révolutionnaire n'est ni une préfiguration de l'organisation sociale future ni une structure éternelle rigide. Elle ne fait que prendre une part essentielle dans le processus de centralisation historique de la dynamique révolutionnaire qui se concrétise en parti du prolétariat, c'est-à-dire le parti communiste. Ce qui sépare ce parti des diverses avant-gardes autoproclamées, c'est qu'il n'a pas d'autre programme que sa classe comme sujet historique, donc comme il est la centralisation de ce programme, il est la direction de la lutte de la classe révolutionnaire toute entière.

13. QUE FAIRE ?

Approfondir, défendre et propager le programme historique du prolétariat visant à renverser la classe dominante par l'insurrection afin de déclencher la révolution qui abolira la société de classe. Sur base des leçons tirées des luttes prolétariennes passées et présentes, clarifier le contenu de la transition révolutionnaire, la révolution communiste. Par la propagande, l'agitation et la participation active, souligner, soutenir et encourager toutes les tendances dans les luttes contemporaines qui pourraient contribuer au développement de la conscience révolutionnaire et de l'esprit militant dans notre classe, ainsi qu'à l'émergence d'associations prolétariennes radicales. Révéler et identifier d'un œil critique les obstacles, idéologiques et pratiques, dans les actuelles luttes de classe qui entravent l'émergence d'une confrontation de classe ouverte, c'est-à-dire un conflit révolutionnaire ouvert entre les deux classes. Centraliser les prolétaires militants qui essaient de s'organiser sur base du programme révolutionnaire, et constituer une structure combative efficace pour les militants communistes. A partir du sol fertile des antagonismes sociaux et de la dynamique de la lutte de classe, faire avancer efficacement, encourager, organiser et coordonner l'exécution de la future insurrection violente comme moment décisif dans la révolution communiste à venir.